



**DECISION N° 094/2021/ARMP/CRD/DEF DU 07 JUILLET 2021
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA SAISINE DE LA SOCIÉTÉ SOFNOR TECH
CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ RELATIF A
L'ACQUISITION DE LICENCES ET LOGICIELS LANCÉ PAR L'ECOLE SUPERIEURE
POLYTECHNIQUE DE DAKAR**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de la société SOFNOR TECH en date du 24 juin 2021 ;

Madame Henriette DIOP TALL, rapporteur présentant les moyens et conclusions des parties, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président ; Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD)

De Monsieur Saër NIANG, Directeur Général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par lettre du 24 juin 2021 reçue au service courrier de l'ARMP le même jour, la société SOFNOR TECH a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) pour contester l'attribution provisoire du marché relatif à l'acquisition de licences et logiciels lancé par l'Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar sous forme de Demande de Renseignements et de Prix à Compétition Ouverte (DRPCO n°005-F-ESP-2021).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 6 de l'arrêté n°00107 du 7 janvier 2015, pris en application de l'article 78 du Code des Marchés publics (CMP), que tout candidat à une procédure d'attribution d'une DRP à compétition ouverte doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir la personne responsable du marché d'un recours gracieux exposant les motifs de sa réclamation et ce, dans un délai de 3 jours francs et ouvrés à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel à la concurrence ou de la communication du dossier d'appel à la concurrence ;

Que l'alinéa 2 de l'article susvisé dispose que la personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de 2 jours ouvrables, au-delà de ce délai, le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Que l'article 7 de l'arrêté n°00107 prévoit qu'en l'absence de suite favorable au recours gracieux, le requérant dispose de deux (2) jours ouvrables pour saisir le CRD, délai qui court à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai qui lui est imparti pour répondre ;

Que l'alinéa 2 de l'article 7 susvisé indique que le recours n'est recevable que s'il invoque une violation caractérisée de la réglementation sur les marchés publics et est accompagné de la pièce attestant du paiement de la consignation dont le montant est fixé par arrêté du Ministre des Finances ;

Considérant qu'en l'espèce, il apparaît des pièces produites que le requérant a saisi l'autorité contractante d'un recours gracieux le 15 juin 2021, reçu le lendemain par cette dernière, pour demander l'annulation de l'attribution provisoire, motif tiré de l'absence de publication d'un avis d'attribution provisoire dans le journal « Le soleil » du 4 juin 2021 ;

Considérant qu'il ne ressort pas du dossier que l'autorité contractante ait répondu au recours gracieux en bonne et due forme ;

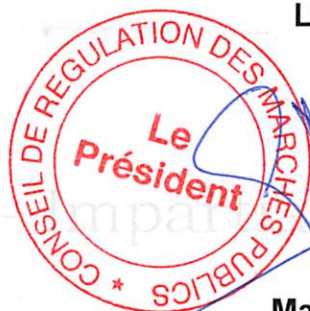
Considérant que, par ailleurs, le requérant a saisi le CRD le 24 juin 2021 sans satisfaire à la formalité de la consignation préalable ;

Que dès lors, le recours adressé au CRD doit être déclaré irrecevable ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que la société SOFNOR TECH a saisi l'autorité contractante d'un recours gracieux le 15 juin 2021, reçu le lendemain par cette dernière, pour demander l'annulation de l'attribution provisoire ;
- 2) Constate qu'il ne ressort pas du dossier que l'autorité contractante ait répondu au recours gracieux en bonne et due forme ;
- 3) Constate, par ailleurs, que le requérant a saisi le CRD le 24 juin 2021 sans satisfaire à la formalité de la consignation préalable ;
- 4) Déclare, en conséquence, le recours contentieux irrecevable ;
- 5) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société SOFNOR TECH, à l'Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée dans le site officiel des marchés publics.

Le Président



Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG